

Manifeste du Forum de la Jeunesse du projet YOUTH 4 GREEN ERF

Gérone, le 5 octobre 2024

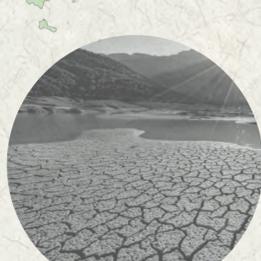
Les jeunes du Forum de la Jeunesse du projet YOUTH 4 GREEN ERF, qui avons été associés au projet par l'Eu-rorégion Pyrénées-Méditerranée et ses partenaires dans nos territoires respectifs d'Occitanie, Catalogne et Îles Baléares, sommes alarmés par la lassitude avec laquelle nos sociétés et les pouvoirs publics font face à l'urgence climatique, qui nous concerne toutes et tous et qui aura un impact très conséquent sur nos générations.

Accompagnés par les animatrices et les animateurs des différentes séances auxquelles nous avons participé, nous avons pu prendre conscience de l'ampleur du problème, ainsi que des solutions proposées par l'Union européenne, notamment via son **Pacte vert** et sa **Politique de cohésion**. De cette manière, nous avons pu découvrir des outils de financement comme le **Fonds européen de développement régional** et le **Fonds social européen**, et des projets touchant à des thématiques aussi diverses que l'économie circulaire, la biodiversité, la construction écologique, la réduction de la pollution, l'énergie propre, la stratégie de la ferme à la table, ou bien la mobilité durable.

CONTEXTE



Nous avons été impressionnés par la quantité et la qualité de ces projets dans nos territoires. Nous les connaissons même, mais nous ignorions la nature de leur financement. Toutefois, nous pensons qu'une réponse adéquate à la crise climatique nécessitera un niveau plus élevé d'ambition, particulièrement dans notre territoire eurorégional, fortement impacté par des défis d'ampleur tels que la sécheresse, les températures extrêmes ou les inondations.



Par conséquent, nous nous sommes positionnés en force de proposition active, et faisons appel aux différents pouvoirs publics compétents dans nos territoires, du niveau européen au niveau local, pour adopter les mesures que nous exposons ci-dessous :

PROPOSITIONS

Premièrement, **l'exécution du Corridor méditerranéen** une fois pour toutes. À l'époque où les pouvoirs publics font appel aux particuliers pour se passer de la voiture, il est inconcevable que le passage ferroviaire entre les Pyrénées-Orientales et Girona reste largement sous-utilisé, et que les poids-lourds demeurent légion dans nos connexions routières. Nous pensons que cette mesure verrait le développement d'une offre de transport régulière, économique et fonctionnelle entre les deux versants des Pyrénées, en espérant un système tarifaire commun et intégré, ce qui favoriserait également l'apparition d'un tissu social et culturel commun à nos territoires, sans faire mention à la réduction de gaz polluants que cela comporterait.

Nous pensons que cette mesure doit être accompagnée par des actions complémentaires (notamment par la Politique de cohésion de l'Union européenne), liées à la mobilité dans les zones rurales, à la multiplication des pistes cyclables, y compris transfrontalières, au développement des gares multimodales afin que les transports en commun puissent servir tous les citoyens, la création de lignes de transport interinsulaires à basse empreinte de carbone, ainsi qu'une initiative eurorégionale de covoiturage et/ou transport à la demande à défaut de lignes régulières.

En deuxième lieu, nous appelons à **une gestion durable et commune des espaces naturels**, dont les forêts pyrénéennes, entre autres à travers la création d'un réseau fonctionnel de corridors écologiques fluviaux et végétaux, ou bien la plantation d'espèces végétales pollinisatrices dans les agglomérations urbaines. Une partie des travaux pourrait se faire via la subvention de volontariats pour des jeunes de nos territoires en milieu naturel, qui contribueraient par leur action à la protection de notre environnement et, encore à nouveau, au développement d'un tissu social commun à l'échelle eurorégionale.

Ces mesures seraient complémentaires au développement d'une agriculture plus durable, locale, de saison, et moins dépendante des pesticides, y compris via une refonte de la Politique agricole commune actuelle, que nous croyons inadaptée à l'enjeu.

Troisièmement, nous sommes convaincu-e-s de **l'importance des comportements individuels**, dont nous appelons au changement avec le soutien financier et formateur des politiques publiques. Un grand nombre de mesures viserait ce changement comportemental, mais celles qui nous semblent les plus importantes sont, d'abord, la promotion des panneaux solaires dans les logements particuliers, par des subventions pour leur installation et le financement de la recherche pour les rendre plus efficaces et moins chers.

Il faudrait également favoriser la rénovation énergétique des logements, l'écoconstruction de nouveaux bâtiments et logements, dont une partie destinée aux logements sociaux, le tri systématique de nos déchets, ainsi que l'adoption systématique d'écogestes. Étant conscients de l'enjeu du chômage des jeunes dans nos territoires, nous y voyons une belle opportunité pour investir dans la formation et l'apprentissage dans des métiers de l'avenir, comme ceux de l'écoconstruction, pour n'en citer qu'un exemple, qui nous donneraient une opportunité d'avenir professionnel tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique.

Enfin, nous avons la certitude qu'aucune initiative individuelle ne suffira sauf si elle est accompagnée d'**une régulation forte à l'égard des opérateurs économiques et des pouvoirs publics**. De ce fait, nous pensons qu'il faudrait pousser les industries lourdes, aussi vite et dans la mesure du possible, à faire évoluer leur consommation d'énergie vers des énergies renouvelables. Nous trouvons inacceptable que des opérateurs en ligne de « fast fashion » ou autres puissent toujours faire de la publicité pour inciter à une consommation insensée, et nous condamnons avec fermeté l'absence d'obligation sur les emballages. Nous demandons que leur usage soit rationalisé, que tous soient recyclables et, dans la mesure du possible, réutilisables. Nous pensons qu'une partie de la solution passe par l'encouragement d'initiatives d'économie circulaire, de réutilisation, et du découragement du consumérisme hors-mesure de notre modèle économique centré sur la croissance du PIB.

De plus, nous estimons que les pouvoirs publics eux-mêmes ont une marge pour améliorer leurs actions, y compris dans des investissements pour faire en sorte que les déchets recyclables soient bien traités et recyclés, là où parfois ce n'est pas le cas aujourd'hui, ou bien, à l'échelle de l'Eurorégion, de la mise en commun des différents services publics d'intérêt général et environnemental des différentes juridictions que la composé, tels que les services de sapeurs-pompiers ou les services de ramassage et traitement des déchets, afin d'obtenir des synergies et des efficacités d'échelle.

SUGGESTIONS

Nos dernières remarques ont à voir avec la manière dont les pouvoirs publics communiquent sur les initiatives de développement durable qu'elles financent actuellement, que nous trouvons insuffisante et inefficace. Nous considérons qu'une meilleure communication à l'égard des jeunes est indispensable pour arriver à les toucher, et dans ce but, nous avons plusieurs suggestions :



D'abord, la communication devrait être **plus accessible**, à la fois sur le fond, dont nous conseillons l'utilisation d'une terminologie plus simple et sur la forme, à travers la dissémination via des chaînes d'information thématiques dans différents réseaux sociaux, la création de campagnes de défis avec un petit prix pour mieux impliquer les jeunes, ou bien l'apport de témoignages de personnes qui auraient bénéficié d'une action européenne, dont le message sera toujours moins institutionnel et plus clair à l'égard des jeunes.

Ensuite, il faudrait qu'on développe l'information et **l'éducation sur l'Europe** et le développement durable. Nous défendons l'établissement d'un nombre minimum d'heures de scolarité dédiées aux questions européennes, qui pourrait être complétées par le financement d'un échange obligatoire à l'école primaire ou secondaire avec une école d'un autre État membre, ou bien avec la simplification des démarches pour ces écoles qui voudraient faire visiter les institutions européennes à Bruxelles à leurs élèves.

Dans ce même esprit, nous serions favorables au déplacement d'élus de tous les niveaux de gouvernance dans les écoles afin d'échanger avec les élèves, y compris dans le cadre d'activités ou jeux thématiques organisés sur un aspect concret du développement durable. De plus, nous avons réfléchi à la création d'espaces d'écoute, où les institutions européennes et d'autres pouvoirs publics pourraient recevoir des retours d'expérience, des suggestions et des remarques de la part des jeunes et des citoyens de façon plus globale sans avoir à attendre à une activité concrète. Dans ce sens, nous pensons que les institutions européennes devraient plus s'appuyer sur le réseau EUROPE DIRECT et se servir davantage du réseau associatif pro-européen, déjà implanté dans nos territoires.

CONCLUSIONS

Pour conclure, nous pensons qu'il est indispensable de développer la participation des jeunes sur le plan politique. Cela pourrait se faire par l'invitation systématique de jeunes à des échanges thématiques avec des citoyens et des opérateurs économiques, par exemple avec les agriculteurs. Arriver à engager les jeunes dans des actions financées par l'UE serait primordial, à l'exemple de ce que nous avons fait dans l'initiative Let's Clean Up Europe. Enfin, il serait nécessaire d'apporter plus de représentativité à nos élus, et donc que les jeunes, eux aussi, puissent le devenir. Il est possible que nous ayons moins d'expérience, mais puisque notre présent et notre avenir y sont en jeu, nous souhaitons nous engager dans la lutte pour l'adaptation et mitigation des effets du changement climatique, et apporter une contribution significative dans les prises de décisions.

Nous croyons à une Europe plus verte, plus juste, et plus durable, et sachant que vous y croyez aussi, nous ouvrons nos mains et volontés pour y participer de façon commune.



Co-funded by the European Union